

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 23/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VALSUD (ex-Vert Provence)**

41 chemin vicinal - Parc Valentine Vallée verte  
CS 20106  
13011 Marseille

Références : D-2025-0298  
référence à rappeler dans toute correspondance  
Code AIOT : 0006409111

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement VALSUD (ex-Vert Provence) implanté CD6 La Barque Lieu dit Plan des Beaumouilles 13710 Fuveau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALSUD (ex-Vert Provence)
- CD6 La Barque Lieu dit Plan des Beaumouilles 13710 Fuveau
- Code AIOT : 0006409111
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Préparation matières pour combustion ou panneautiers et broyage de déchets verts.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
2	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
3	Mesures favorisant l'intervention des services de secours	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 10	Sans objet
4	Ressources en eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 9	Sans objet
5	Surveillance et détection des zones de dangers	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 8	Sans objet
6	Hauteurs de stockage	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 5	Sans objet
7	Stockages entreposés sur site	Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 3	Sans objet
8	Arrêté de mise en demeure du 08 aout 2023	AP de Mise en Demeure du 08/08/2023, article 1	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de l'installation est conforme aux prescriptions contrôlées par sondage dans les arrêtés relatifs au site et aux renseignements transmis dans le dernier porter à connaissance du 14 mars 2023.

Les dispositifs de prévention d'un incendie sont régulièrement testés et contrôlés.

Au regard de ces constats, l'inspection note que les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 08/08/2023 ont été respectées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.  Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services

d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie qui regroupe l'ensemble des documents prescrits. Ce plan est accessible sur leur réseau et en version papier synthétique à l'accueil.

Le gardien tient ce plan disponible au service de secours en dehors des heures d'ouverture.

Lors de la visite il a été constaté la cohérence entre les déchets stockés et les indications notifiées dans le plan de défense incendie.

Les canons à eaux sont bien présents à proximité des stocks les plus à risque.

On observe une installation de photovoltaïque en toiture notifiée aussi sur les plans.

Néanmoins, l'emplacement de la coupure générale de cette installation doit être indiquée sur les plans, conformément à l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Indiquer sur le plan qui représente l'installation photovoltaïque l'emplacement de la coupure générale de cette installation conformément à l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Maîtrise des sinistres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant organise un exercice chaque année. Le dernier date du 22/05/2024 et consistait à gérer un départ de feu sur un broyeur.</p> <p>A chaque exercice, un bilan est dressé et le retour d'expérience est archivé.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Mesures favorisant l'intervention des services de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 10
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met à jour , lors de toutes modifications de l'installation, le plan des bâtiments et des aires de gestion des déchets afin de faciliter l'intervention des services de secours. Le plan fait apparaître la description des dangers pour chaque bâtiment et aire ainsi que les moyens de défense incendie. Les mesures suivantes doivent diminuer le potentiel calorifique et limiter l'impact des fumées en séparant le volume des déchets non impacté, pour cela l'exploitant doit : • maintenir sur le site un espace libre permettant de déplacer et stocker le volume de déchets non impacté par un sinistre, • disposer en permanence d'un engin disponible sur le site avec un personnel habilité à sa conduite afin de pouvoir faire la part du feu en cas de sinistre sur un stock.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan fait apparaître la description des dangers pour chaque bâtiment et aires ainsi que les moyens de défense incendie, tel que les détecteurs thermiques, les canons à eaux et poteaux incendie.  L'exploitant dispose d'une aire suffisante au milieu du site pour déplacer et stocker des déchets en cas de sinistre. Deux chargeurs sont en permanence disponibles et un chauffeur d'engins peut être sur le site en moins de 30 minutes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Ressources en eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
<b>Prescription contrôlée :</b> L'article 8.8.3 de l'arrêté préfectoral n°2020-162A du 28 février 2022 est complété par ce qui suit : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, dont : • Deux canons à eau automatisés asservis à la détection incendie et disposés au niveau des stocks de déchets de bois les plus sensibles en termes de risque incendie (zone Nord du site) L'alinéa 3 de l'article 8.8.3 de l'arrêté préfectoral n°2020-162A du 28 février 2022 est remplacé par ce qui suit : L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique (a minima annuelle) de la disponibilité des débits.
<b>Constats :</b> Les poteaux incendies sont alimentés par le canal de Provence. L'exploitant fait procéder à un contrôle annuel des 6 poteaux incendies. La Société Desautel a contrôlé les 6 poteaux le 07/06/2024 (contrôle du débit individuel et contrôle de 4 poteaux en simultané). Les débits sont conformes. Les 2 canons à eau font l'objet chaque année d'un contrôle de fonctionnement par le constructeur, la société Chubb. Le dernier contrôle date du 11/06/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Surveillance et détection des zones de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
<b>Prescription contrôlée :</b> L'alinéa 2 de l'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral n°2020-162A du 28 février 2022 est remplacé par

ce qui suit : Tout incident ayant entraîné un déclenchement de la détection incendie donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.
<b>Constats :</b> L'exploitant a enregistré un incident à la date du 30 juin 2023. Déclenchement de l'alarme incendie suite à l'intervention d'un intervenant extérieur qui a entrepris un découpage de boulons tallés, avec un chalumeau. Cette alarme n'a pas entraîné d'incendie. Le réarmement du système de détection est manuel, après évaluation de la situation par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Hauteurs de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'alinéa 2 de l'article 8.2.6 de l'arrêté préfectoral n°2020-162A du 28 février 2022 est remplacé par ce qui suit : L'exploitant respecte les hauteurs de stockage modélisées dans l'étude de danger actualisée, soit : • à la hauteur maximale des murs en blocs de béton délimitant les box d'entreposage ; • à 4 mètres pour les déchets verts broyés ; • à 5 mètres pour les souches de bois.
<b>Constats :</b> L'exploitant respecte les hauteurs de stockage modélisées dans l'étude de danger actualisée dans le dernier porter à connaissance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Stockages entreposés sur site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2025, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit respecter les quantités maximales pour les différents stockages entreposés sur le site
<b>Constats :</b> L'exploitant évalue chaque fin semaine, le taux de remplissage précis des stocks en utilisant un logiciel qui calcule les volumes de chaque tas et les transforme en tonnes selon les densités des déchets.  De plus ces tonnages sont comparés, au calcul de différentiel des tonnages pesés en entrant et ceux en sortant. Ainsi, l'exploitant a une précision sur les tonnages stockés pour respecter les quantités autorisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Arrêté de mise en demeure du 08 août 2023**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/08/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société VALSUD BIOMASSE exploitant une installation d'une unité de traitement de biomasse et de déchets verts sur le territoire de la commune de Fuveau, Route D6 Lieu dit « Trompe tout l'an » 13710 Fuveau est mise en demeure, <b><u>dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté</u></b> , de respecter les dispositions des articles 8.3.1.1 et 8.3.5 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2022 suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Pour la zone de l'ancienne champignonnière, les box d'entreposage pour les souches de bois sont séparés et encadrés sur 3 cotés par des murs en béton coupe feu ;</li><li>• Pour la zone du hangar secondaire, les lignes d'andains 1 et 2 sont séparées et encadrées sur 3 cotés par des murs en béton coupe feu. La distance entre les 2 andains est au minimum de 3 mètres.</li><li>• La hauteur maximale d'entreposage pour l'ensemble des zones de stockages est de 1 mètre en dessous du haut des murs de séparation.</li></ul> La durée de présence d'un andain sur l'installation est au maximum de 2 mois : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 mois au plus pour le constituer ;</li><li>• 1 mois de stockage avant enlèvement.</li></ul>
<b>Constats :</b> Afin de répondre aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure susvisé, l'exploitant a déposé un porter à connaissance à la date du 14 mars 2023, avec des nouvelles dispositions de stockages des souches de bois, des déchets verts. En annexe de ce porter à connaissance il a intégré une modélisation des flux thermiques démontrant qu'avec la nouvelle configuration des stockages du site et les mesures de surveillance et de défense incendie mises en œuvre aucun flux ne sort de l'installation. Ce porter à connaissance a fait l'objet d'un arrêté complémentaire à date du 07/02/2025.  Par conséquent les dispositions de la mise en demeure ont été respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure